Décision n° 2015-1169
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 29 septembre 2015
modifiant la décision n° 2013-1252 en date du 15 octobre 2013 modifiée
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences assignées
au GIE Coop&Tech
pour un réseau radioélectrique indépendant
établi dans les départements du Calvados (14), de l'Eure (27), de l'Eure-et-Loir (28),
du Loiret (45), de l'Oise (60), de l'Orne (61), de la Seine-Maritime (76),
de la Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de la Somme (80), de l'Yonne (89),
de l'Essonne (91) et du Val-d'Oise (95)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment les articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-05 à R. 20-44-26 et D. 406-05 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu l'accord donné par l'affectataire (ESP) en date du 10 juillet 2013, reçu le 10 juillet 2013 ;

Vu la décision n° 2013-1252 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 15 octobre 2013 modifiée attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences au GIE Coop&Tech pour un réseau radioélectrique indépendant établi dans les départements du Calvados (14), de l'Eure (27), de l'Eure-et-Loir (28), du Loiret (45), de l'Oise (60), de l'Orne (61), de la Seine-Maritime (76), de la Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de la Somme (80), de l'Yonne (89), de l'Essonne (91) et du Val-d'Oise (95) ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Vu la demande en date du 3 août 2015 du GIE Coop&Tech, reçue le 4 août 2015 ;

Après en avoir délibéré le 29 septembre 2015 ;

Décide :

Article 1 – Dans le cadre de la décision n° 2013-1252, la société GIE Coop&Tech est autorisée à modifier des caractéristiques techniques des 106 assignations relatives aux 15 canaux simplex de son réseau radioélectrique indépendant. Les modifications apportées au réseau sont précisées par la présente décision et ses annexes qui annulent et remplacent les annexes correspondantes de la décision susmentionnée.

Article 2 – La présente décision ne modifie pas la date de fin de l'autorisation d'utilisation de fréquences fixée au 31 décembre 2018 par la décision initiale.

Le titulaire fait connaître à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes son souhait de voir renouveler la présente autorisation d'utilisation de fréquences dans les conditions qui lui seront notifiées au moins un an avant sa date d'échéance.

Article 3 – Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujetti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié, susvisé.

Article 4 – Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au GIE Coop&Tech.

Fait à Paris, le 29 septembre 2015 Le Président

Sébastien SORIANO